

## Immigration et intégration des migrants, contrôle des visas et des frontières et asile

NEW Fiche projet 4.1.5

première priorité

## Retour/transfert des enfants à risque citoyens de l'UE

### Description

Depuis quelque temps, la situation des enfants non accompagnés qui sont citoyens de l'UE suscite une attention croissante. Il ressort des données sur la traite des êtres humains dans l'UE que 65 % des victimes recensées sont des citoyens de l'UE et qu'au moins 19 % sont des enfants. Europol a souligné la vulnérabilité particulière des enfants victimes de la traite, faisant observer que ces enfants sont souvent exploités aux fins d'activités criminelles forcées et de mendicité forcée. Un grand nombre des enfants victimes de la traite aux fins d'activités criminelles ou de mendicité forcées sont des citoyens de l'UE.

La Conférence des droits fondamentaux 2014 (CDF) a souligné la nécessité d'accorder la priorité aux enfants à risque qui sont citoyens de l'UE. Les conclusions de la Conférence soulignent que: «*Lorsqu'une décision est prise de transférer ou de renvoyer un enfant dans un autre pays, il est nécessaire de déterminer clairement quel est le pays responsable, ainsi que le rôle de chaque agence pour établir l'intérêt supérieur de l'enfant. Les procédures appliquées pour traiter tous les cas dans lesquels de telles décisions doivent être prises devraient être normalisées, y compris celles qui impliquent le transfert de ressortissants de l'UE. Des orientations pratiques sur la mise en place de ces procédures devraient également être élaborées.*»

### Objectifs

La Stratégie de l'Union européenne (UE) en vue de l'éradication de la traite des êtres humains pour la période 2012–2016 invite l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) «à mettre au point un outil, tel qu'un manuel ou un guide, pour aider les États membres à traiter les questions de droits fondamentaux spécifiquement liées à la politique de lutte contre la traite des êtres humains et aux actions connexes [...]». La FRA est invitée à commencer à travailler sur cet outil dès 2014.

En réponse aux demandes formulées, notamment lors de la CDF, d'accorder plus d'attention à la situation particulière des enfants qui sont des citoyens de l'UE, en consultation avec la Commission européenne, la FRA entend tenir les engagements qu'elle a pris au titre de la Stratégie de l'UE en vue de l'éradication de la traite des êtres humains en aidant les États membres à traiter de la question des enfants citoyens de l'UE. À cette fin, il est nécessaire d'établir une cartographie de la situation dans les 28 États membres de l'UE, étant donné que l'on ne dispose d'aucune information permettant de savoir si et comment les autorités de protection de l'enfance sont consultées avant que soit prise une décision de renvoyer/transférer dans son pays d'origine un enfant citoyen de l'UE.

### Résultats globaux

Les résultats de cet exercice de cartographie seront utilisés par la FRA pour mettre au point un outil en coopération avec d'autres parties prenantes, en suivant la même méthodologie que celle adoptée pour le manuel sur les systèmes de tutelle publié en 2014.

### Activités et résultats réalisés jusqu'à présent

En 2014, la FRA a publié un manuel à l'intention des États membres de l'UE sur la manière de renforcer les systèmes de tutelle pour tenir compte des besoins spécifiques des enfants victimes de la traite.

### Bénéficiaires et groupes cibles

Commission et États membres de l'UE

### Activités programmées en 2014

Entreprendre des recherches documentaires (qui se termineront au cours du premier semestre 2015) pour déterminer si et comment les autorités nationales de protection de l'enfance sont consultées avant que soit prise une décision de renvoyer ou de transférer dans son pays d'origine un enfant non accompagné qui est un citoyen de l'UE.

Les recherches seront réalisées par l'intermédiaire de FRANET.

### Résultats escomptés en 2014

- Collecte de données pertinentes et analyse établissant une cartographie de la situation dans les 28 États membres de l'UE.

### Ressources financières allouées au projet

Budget total en 2016	1 <sup>re</sup> priorité	2 <sup>e</sup> priorité	3 <sup>e</sup> priorité
	55 270,50 €	-	
Budget total des années précédentes	-	-	-
Pluriannuel	Non		
Année de création	2014		

ON-GOING

Fiche projet 4.4.1

première priorité

## Programme pluriannuel sur les Roms

### Objectifs

En réponse à la communication du 5 avril 2011 de la Commission européenne sur un cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms à l'horizon 2020, la FRA a élaboré un programme d'action pluriannuel comportant plusieurs activités. L'objectif de ces activités est, d'une part, de soutenir la Commission européenne dans le cadre de son rapport annuel d'avancement au Parlement et au Conseil et, d'autre part, d'aider les États membres à concevoir des mécanismes de suivi efficaces afin de collecter des données fiables et comparables. Le premier volet du programme pluriannuel est l'enquête sur les Roms. La première vague, qui couvrait 11 États membres de l'UE, a été menée en 2011 en étroite collaboration avec la Commission européenne, le PNUD et la Banque mondiale. Les résultats ont été publiés en 2012-2013 pour servir de points de référence en vue de mesurer les progrès accomplis en matière d'intégration des Roms par rapport aux indicateurs clés de la stratégie Europe 2020. La deuxième vague sera mise en œuvre dans le cadre de l'enquête EU-MIDIS II, qui mesurera les progrès accomplis par rapport aux stratégies nationales d'intégration des Roms.

Le second volet du programme pluriannuel sur les Roms concerne le projet LERI (Local Engagement in participatory action research on Roma Integration – engagement local dans la recherche d'action participative sur l'intégration des Roms), qui a été lancé en 2013. Ce projet enquête sur l'implication des communautés locales dans les activités d'intégration des Roms et les facteurs clés qui mènent à la réussite ou l'échec de ces activités soient susceptibles d'être utilisés pour mesurer les progrès accomplis en matière d'intégration des Roms au niveau local et soutenir l'élaboration de méthodes et outils de suivi et d'évaluation. Cette recherche placera également les résultats de l'enquête sur les Roms dans leur contexte. Elle revêt une importance particulière pour les États membres et répond à la demande adressée à la FRA par les communications de la Commission européenne d'aider les États membres à développer des méthodes et des outils pour surveiller efficacement l'intégration des Roms.

Le troisième volet du programme pluriannuel sur les Roms prend appui sur les activités antérieures et concerne la coordination du groupe de travail des représentants gouvernementaux, composé d'un groupe pilote de délégués des États membres et de fonctionnaires de la Commission européenne, qui opère en tant que sous-groupe du réseau de la Commission des points de contact nationaux sur l'intégration des Roms. Ce groupe de travail permet d'échanger les expériences sur les manières de mesurer les progrès accomplis en termes d'intégration des Roms en vue d'élaborer une approche commune pour le suivi et l'évaluation des efforts d'intégration des Roms.

### Produits globaux

Enquêtes, analyses, rapports, synthèses, indicateurs, réunions, etc.

### Bénéficiaires et groupes cibles

- Commission européenne
- Conseil de l'UE
- Autorités et communautés locales
- Parlement européen
- États membres de l'UE
- Organisations de la société civile
- Organisations internationales

### Activités et résultats obtenus jusqu'ici

En 2010, la FRA a lancé une enquête pilote auprès des ménages roms dans 11 États membres de l'UE parallèlement à une enquête commandée par la DG Politique régionale et mise en œuvre par le PNUD et la Banque mondiale. La FRA a également interrogé des représentants de plusieurs autorités locales. Les résultats ont été publiés en 2012-2013 et la recherche a été étendue à d'autres États membres en adaptant la méthodologie de recherche aux caractéristiques de leurs populations roms respectives.

En 2012 et 2013, la FRA a aussi coopéré avec les États membres afin de mettre au point des méthodes de suivi permettant de procéder à une analyse comparative de la situation des Roms en Europe. Elle a mis en place et coordonné un groupe de travail composé de délégués des États membres et de fonctionnaires de la Commission européenne, qui opère en tant que sous-groupe du réseau de la Commission des points de contact nationaux sur l'intégration des Roms. En 2013, le groupe de travail a échangé des expériences sur les méthodologies et les indicateurs de suivi de l'intégration des Roms dans le domaine de l'éducation.

En 2013, l'agence a lancé le projet LERI en menant des études de faisabilité en vue de délimiter les localités spécifiques qui participeront à la phase principale entre 2014 et 2017.

En 2013 également, l'agence a été invitée à participer à la coalition des organisations internationales sur l'intégration des Roms et à son sous-groupe ROMERO, qui traite en particulier des projets internationaux au niveau local. La FRA participe à cet effort de coordination aux côtés du Conseil de l'Europe, de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, de la Banque mondiale, du PNUD et de l'UNICEF.

### Activités prévues en 2014

En 2014, l'agence effectuera les activités de recherche et de mobilisation des parties prenantes suivantes :

- Collecter des données dans le cadre de l'enquête EU-MIDIS II concernant les Roms dans certains États membres
- Poursuivre la recherche qualitative dans le cadre du projet LERI
- Continuer à travailler avec les États membres à l'élaboration d'indicateurs adéquats et de méthodes de collecte de données appropriées pour surveiller les progrès accomplis en matière d'intégration des Roms.

### Résultats escomptés en 2014

- Rapports d'avancement sur la recherche qualitative (en interne)
- Rapport d'avancement à la Commission européenne fondé sur les contributions de FRANET
- Rapport d'avancement sur la coopération avec les États membres (en interne)

### Ressources financières allouées au projet

Budget total en 2014 :	1 <sup>ère</sup> priorité	2 <sup>e</sup> priorité	3 <sup>e</sup> priorité
		520 166 €	-
Budget total de l'année précédente	1 121 000 €	-	-
Pluriannuel	OUI		
Année de lancement	N/D		

\* Le budget est alloué au projet « EU-MIDIS II ».

**Immigration et intégration des migrants, contrôle des visas et des frontières et asile**

**Base juridique :** règlement (CE) n° 168/2007 du Conseil / décision du Conseil du 28 février 2008 portant application du règlement (CE) n° 168/2007  
**Ligne budgétaire :** B0-3230

**Projet 4.1.4 : Retour/transfert des enfants à risque citoyens de l'UE**

Budget : 55,270.50 EUR (première priorité)  
Ressources humaines allouées : AD 0,1 AST 0,1 AC 0 END 0

Description de l'action : activités de recherche  
Nature des contrats prévus : recherche et collecte de données  
Type de contrats : contrat-cadre - FRANET  
Type de passation de marché (le cas échéant) :  
Nombre de contrats prévus : -  
Calendrier indicatif pour le lancement de la procédure de passation de marché : 4<sup>e</sup> trimestre  
Budget indicatif pour la passation de marché : 55,270.50 EUR

**Intégration des Roms**

**Base juridique :** règlement (CE) n° 168/2007 du Conseil / décision du Conseil du 28 février 2008 portant application du règlement (CE) n° 168/2007  
**Ligne budgétaire :** B0-3340

**Projet 4.4.1 : PROGRAMME PLURIANNUEL SUR LES ROMS**

Budget : 520 166 EUR (première priorité)  
Ressources humaines allouées : AD 1,1 AST 0,1 AC 1,3 END 0,2

Description de l'action : engagement local dans la recherche d'action participative sur l'intégration des Roms (LERI)  
Nature des contrats prévus : enquête  
Type de contrats : contrat-cadre  
Type de passation de marché (le cas échéant) :  
Nombre de contrats prévus : 4 indicatif  
Calendrier indicatif pour le lancement de la procédure de passation de marché : 3<sup>e</sup> trimestre  
Budget indicatif pour la passation de marché : 438 684 EUR  
Description de l'action : coopération avec les autorités des États membres – groupe de travail sur l'intégration des Roms  
Nature des contrats prévus : -  
Type de contrats : contrat-cadre pour l'organisation des réunions de la FRA  
Type de passation de marché (le cas échéant) :  
Nombre de contrats prévus : 2  
Calendrier indicatif pour le lancement de la procédure de passation de marché : 3<sup>e</sup> trimestre  
Budget indicatif pour la passation de marché : 33 811 EUR

Description de l'action : collecte de données sur l'intégration des Roms  
Nature des contrats prévus : enquête et collecte de données  
Type de contrats : contrats-cadres FRANET  
Type de passation de marché (le cas échéant) :  
Nombre de contrats prévus : 3  
Calendrier indicatif pour le lancement de la procédure de passation de marché : 3<sup>e</sup> trimestre  
Budget indicatif pour la passation de marché : 47.671 EUR